

FANAMBARANA

KRIZY 2009

Izahay,

SiMIRALENTA, na Sehatra Ivoizana ny MIRALENTA,

fikambanana malagasy laika ary tsy manao politika,

Manoloana ny toe-draharaham-pirenena ankehitriny sy amin'ny maha-mpikambana azy ao anatin'ny Fiarahamonimpirenena, izay manana anjara toerana sy andraikitra manokana tokony ho raisina,

dia manao antso avo mba :

1- **ho vaovao mari-pototra sy tsy mitanila araka izay azo atao**, sady ho takatry ny sarambabem-bahoaka, momba ny raharaha politika, sosialy ary toekarena, sy izay endri-pampandrosoana mifanaraka amin'ny zava-misy ary azo tanterahina eto Madagasikara, no havoakan'ireo mpifanandrana sy ireo vondrona isan-tokony nirotsaka ho mpanelanelana, na avy amin'ny alalan'ny sampana fampahalalam-baovaom-panjakana izany, na avy amin'ny tsy miankina ;

2- **ho voasoritra mazava sy ho voahadihady haingana ny zava-misy marina ao amin'ny fiarahamonina malagasy** mba hahafahan'ny vahoaka tsy an-kanavaka avy amin'ny faritra 22 eto amintsika, ao anatin'izany ireo fikambanana mivoy ny miralenta, ireo rafitra isan-tsokajiny sy isan'ambaratongany, ireo vondrom-pinoana samihafa, ireo havana malagasy mitoetra any ivelany, maneho ny heviny an-kalalahana momba izay drafi-pampandrosoana ny fiarahamonina tian'izy ireo hotanterahina, indrindra eo amin'ny lafin'ny endri-pitantanana ny :

- demokrasia
- fanasarahana ny fahefana
- ary ny fitsinjarana sy fanapariaham-pahefana

3- **hiroso ho amin'ny fanatanterahana ny fitsapan-kevi-bahoaka momba ny Lalàmpanorenana**, izay hametraka ny fototra manara-drafitra, voaorina tsara sady maharitra, hizorana ho amin'ny fiovana, ary hamaritra ihany koa izay fomba hoenti-manatontosa sy hoenti-mitantana izany fiovana izany ;

4- hitondra ho amin'ny fametrahana vahaolana maharitra, ary **ho voakajy hatrany ao anatin'izany izay rehetra nety sy tsara azo teo aloha** ;

5- hampidirina amin'ireo toko samihafa ao anaty Lalàmpanorenana vaovao, izay heverina hitondra fampandrosoana tsy mitanila sy maharitra, ny fomba fijery miralenta, mba hahazoana antoka fa **hitovy lenta amin'ny sehatra samihafa isan'ambaratongany ny vavy sy ny lahy, na olondhibe na ankizy izany.**

Antananarivo faha 16 febroary 2009

simiralenta_observatoire@yahoo.fr

**DECLARATION
CRISE MALAGASY 2009**

Nous,

SiMIRALENTA, Sehatra ivoizana ny MIRALENTA ou Centre d'observation et de promotion du genre,

Association laïque, apolitique de droit malagasy,

Face à la situation de crise à laquelle est confronté notre pays,

Compte tenu du rôle et de la responsabilité citoyenne de la Société Civile dans la résolution des crises eu égard à son ancrage dans les réalités sociales et à sa capacité de propositions concrètes :

Demandons :

1. Qu'une information la plus objective possible (préalable à toute participation citoyenne), compréhensible par tous, soit diffusée par tous les acteurs, qu'ils soient médias publics ou privés, protagonistes ou médiateurs, autres, sur la réalité politique, sociale et économique actuelle, ainsi que sur les opportunités de développement réelles et réalistes de Madagascar ;

2. Que soit rapidement décrits et analysés les Etats généraux de la Société malagasy, afin que l'ensemble de la population des 22 régions, y compris les organisations oeuvrant pour le genre, les communautés malagasy à l'étranger, les structures traditionnelles et les divers mouvements religieux, par le biais de ses représentants, puisse s'exprimer librement sur les projets de société qu'elle souhaite voir réalisés, en particulier sur les enjeux de gouvernance concernant :

- la démocratie
- la séparation des pouvoirs
- la décentralisation et de la déconcentration

3. Que les Etats généraux ouvrent la voie à un référendum constitutionnel qui jette les bases d'un processus de changement structuré, constructif et durable, et qui définit les modalités de ce processus et de sa gouvernance ;

4. Que tous les processus proposés puissent conduire à la mise en oeuvre de solutions durables aux dysfonctionnements de la société actuelle tout en préservant les acquis ;

5. Que la nouvelle Constitution, afin qu'elle soit porteuse d'un développement équilibré puisse assurer de manière durable l'égalité des chances à tous les niveaux entre les femmes et hommes, les filles et les garçons.

Antananarivo ce **16 FEVRIER 2009**

MAGASINS PILLÉS

Des employés privés de subventions

Des employés de magasins pillés sont dans l'embarras. Leurs noms ne figurent pas sur la liste pour la remise de la subvention.

CALVAIRE total pour certains employés des magasins pillés et incendiés. Non seulement ils se retrouvent sans emplois, mais en plus ils n'ont pas reçu la subvention.

À la demande d'aide des propriétaires et des employeurs pour le paiement des salaires, l'État a octroyé 250 000 ariary à chaque employé au titre du mois de janvier. Pourtant, certains se plaignent de n'avoir pas reçu cette somme d'argent.

La plupart d'entre eux ont des patrons étrangers, notamment Hong-kongais, leur absence lors de la remise de la somme d'argent en est la cause principale du non octroi. "À la suite des actes de pillage des magasins, mon employeur a quitté le pays. À ma connaissance, il était absent lors de la remise des 250 000 ariary par le ministère du Commerce, si bien qu'on est privé de cette somme", avance Bruno, un employé de Suprême Center.

Face à cette situation, les lésés s'en remettent à l'Association des commerçants et attendent une évolution.



Andry Rajoelina avec les employés d'un magasin pillé

Chaque matin quelques-uns d'entre eux se retrouvent devant leur magasin en espérant de bonnes nouvelles. " Nous nous réunissons ici tous les jours pour obtenir des dernières informations sur notre cas. Mais rien ne change, nous attendons

encore", constate amèrement Bruno.

Selon un membre du bureau de l'Association des commerçants, la requête a été déjà avancée au niveau du ministère de tutelle en vue d'une résolution. Le problème concerne différents

magasins dont les noms des employés n'ont pas figuré dans la liste dressée lors de l'allocation de la subvention, faute de manifestation des employeurs.

Reprise des activités

Par ailleurs, même les bénéficiaires sont préoccupés quant à leur avenir, à cause de la perte d'emplois. "Nous avons reçu la subvention, mais cela ne peut pas nous arranger pour les mois à venir. Déjà pour février nous sommes certaines de nous retrouver sans ressources", anticipe une jeune vendeuse.

Les employés des magasins sinistrés comptent sur l'avancement des discussions avec le ministère du Commerce, en vue d'une reprise des activités dans les plus brefs délais. Depuis quelques jours, la réunion a été suspendue faute de réponses aux doléances de la part de diverses entités. L'éventuelle date de reprise demeure inconnue, la dernière réunion ayant été prévue mercredi dernier.

Lantoniaina Razafindramiada

Iavoloha

Le Président de la République a rencontré des Officiers Généraux

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, a reçu, hier, au Palais d'Iavoloha, une délégation d'Officiers Généraux des Forces Armées, dont les Généraux Rakotovoao, Ramananarivo Claude, Rabarisoa Ranto, Razafindralambo Rivo, Raharijaona Lucien, et le Vice-Amiral Ramaroson Hyppolite.

La rencontre s'est déroulée à huis clos, aucune déclaration n'a été faite à l'issue de l'entrevue.

Pour rappel, le Président de la République a appelé samedi dernier, au stade de Mahamasina, à la collaboration des Forces Armées et la population pour le rétablissement de la paix sociale et de la sécurité.



Rencontre, hier, entre le Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, et des Officiers généraux

Communauté internationale

« Faire preuve de modération, de retenue, de sagesse »

« Nous, membres de la Communauté internationale résidant à Madagascar, appelons à nouveau solennellement les parties en présence à s'abstenir de toute action violente ou provocatrice. (...) Aussi, nous demandons à tous les responsables de faire preuve de modération, de retenue et de sagesse ». C'est un extrait du message de la Communauté internationale (1) lors de sa rencontre avec la presse qui a eu lieu hier à la Résidence de l'ambassade de France à Mandry (Antananarivo).

Actuellement, les délégations des deux camps, ceux d'Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana, poursuivent leur dialogue pour dénouer la crise. Ainsi, la CI, selon le communi-

qué lu par le nonce apostolique Mgr Augustine Kasujja, exhorte chaque camp à s'y impliquer de bonne foi, de manière à donner à ce dialogue une vraie chance d'aboutir à une solution pacifique de sortie de crise qui tienne compte des aspirations de tous dans le respect de la légalité constitutionnelle.

La CI, depuis le début de la crise politique qui prévaut actuellement à Madagascar n'a cessé de lancer des appels au calme, à la non violence. « Trop de morts et de destruction ont déjà endeuillé Madagascar » a rapporté le nonce apostolique. Reste à savoir maintenant, jusqu'où les deux camps prennent en considération ce message de la Communauté inter-

nationale. Hier, Andry Rajoelina et ses partisans sur la Place du 13 mai ont prévu d'organiser des marches vers les bâtiments mi-

nistériels en vue d'y installer leurs « ministres ». En vain.

Recueillis par H.F

Déclaration de la Communauté internationale <

« Nous, membres de la Communauté internationale résidant à Madagascar, appelons à nouveau solennellement les parties en présence à s'abstenir de toute action violente ou provocatrice. Trop de morts et de destruction ont déjà eu lieu à Madagascar, aussi demandons nous à tous les responsables de faire preuve de modération, de retenue et de sagesse. Au moment où se poursuit un dialogue entre les parties destiné à résoudre par la négociation et le compromis les problèmes qui sont à l'origine des troubles que connaît actuellement Madagascar, nous exhortons chaque camp à s'y impliquer de bonne foi de manière à donner à ce dialogue une vraie chance d'aboutir à une solution pacifique de sortie de crise qui tienne compte des aspirations de tous dans le respect de la légalité constitutionnelle ».

MARDI 17 FEVRIER 2009

Politique

Midi Madagasikara no. 7761 du mardi 17 février 2009

Un appel à s'abstenir de toute action violente

Communauté internationale. « Nous demandons à tous les responsables de faire preuve de modération, de retenue et de sagesse ».

Les membres de la communauté internationale résidant dans le pays se sont donné rendez-vous, dans la matinée d'hier, à la résidence de France, à Ivandry. Ils étaient une dizaine à être présents, les ambassadeurs des Etats-Unis, d'Algérie, du Sénégal, d'Allemagne, d'Egypte, de la Libye, le nonce apostolique, le chef de la délégation de l'Union Européenne, le représentant du PNUD et le chargé d'Affaires de l'ambassade de France. Ils ont fait la déclaration suivante, par le biais du doyen du corps diplomatique, « Nous, membres de la communauté internationale résidant à Madagascar,



Les membres de la communauté internationale, hier, à Ivandry.

appelons à nouveau solennellement les parties en présence à s'abstenir de toute action violente ou provocatrice. Trop de morts et de destruction ont déjà endeuillé Madagascar, aussi.

demandons-nous à tous les responsables de faire preuve de modération, de retenue et de sagesse ».

Dialogue. Avec les récents événements qui ont secoué

le pays, les membres de la communauté internationale d'avancer que « Au moment où se poursuit un dialogue, entre les parties, destiné à résoudre par la négociation et le compromis les problè-

mes qui sont à l'origine de troubles que connaît actuellement Madagascar, nous exhortons chaque camp à impliquer de bonne foi. La manière à donner à dialogue une vraie chance d'aboutir à une solution pacifique de sortie de crise qui tienne compte des aspirations de tous dans respect de la légalité constitutionnelle ».

Emissaires. Par ailleurs, COI, l'Union Africaine et l'ONU, les Nations Unies ont dépêché des émissaires dans le pays. Amara Essy, envoyé par l'Union Africaine a déclaré qu'« il appartient aux malgaches de régler leurs problèmes internes ». Quant au Secrétaire d'Etat français chargé de Coopération et de Francophonie, il était venu pour une mission d'évaluation. Tout en indiquant que nous ne sommes pas là pour faire de l'ingérence ».

recueillis par Dominique

Corps, diplomatique

"Donnez au dialogue une vraie chance d'aboutir"

Une fois encore, la communauté internationale, par le biais des membres du corps diplomatique qui ont convié hier la presse à la Résidence de France à Ivandry, a appelé les deux parties concernées par la crise politique minant la Grande Ile à donner une chance à ce que le dialogue aboutisse. Voici d'ailleurs la teneur de la communication faite hier, par le Doyen du corps diplomatique, le Nonce Apostolique, Mgr Augustin Kasujja.



Les membres du corps diplomatique présents hier à la Résidence de France à Ivandry "Nous, membres de la communauté internationale résidents à Madagascar, nous appelons les parties en présence à s'abstenir de toute action violente ou provocatrice, et nous les exhortons à donner une vraie chance au dialogue. Trop de morts et de destructions ont déjà eu lieu. Nous demandons à tous les acteurs de faire preuve de

modération, de retenue et de sagesse.

Au moment où se poursuit un dialogue entre les parties destiné à résoudre par négociation et le compromis les problèmes qui sont à l'origine des troubles que connaît actuellement Madagascar, nous exhortons chaque camp à s'y impliquer de bonne foi de manière à donner à ce dialogue une vraie chance d'aboutir à une solution pacifique de sortie de crise qui tienne compte des aspirations de tous dans le respect de la légalité constitutionnelle."

17 FEVRIER 2009

ANDCHAN ANALAKELY

Des affrontements font 19 blessés

Des affrontements ont éclaté entre des manifestants et les forces de l'ordre hier après-midi. Dix-neuf personnes ont été blessées.

DES affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants ont fait 19 blessés à Andohan Analakely. Six d'entre eux ont été atteints de balles : trois sont grièvement blessés, tandis que les projectiles n'ont fait qu'effleurer les trois autres. Dans le camp des forces de l'ordre, trois policiers sont dans un état inquiétant, des plaies les ayant atteints en plein site. Les autres victimes souffrent de contusions et de fractures. Par ailleurs, deux véhicules stationnés dans la caserne du Premier régiment militaire (PRM1) ont également été endommagés.

Vers 15 heures, un nuage de fumée toxique enveloppa le ciel. Les éléments de l'Escadron mixte opérationnel (Esmo-mix) qui bloquaient l'accès vers Anosy et Ambohitavo ont lancé quelques dizaines de bombes lacrymogènes pour disperser la foule qui tentait de passer de force en les couvrant de jets de pierres. Dans la panique, des manifestants couraient dans tous les sens à chaque explosion. L'échauffourée a duré



Les manifestants tentent de contrer les barrages à coups de pierres.

près de trois heures. Sept hommes ont été blessés pendant les boucavadés qui se sont produites.

Bombes lacrymogènes

Six ont été conduits à l'HURA : deux ont placé sous soins intensifs. L'un est âgé de 36 ans. Victime d'une fracture du fémur, il aurait trébuché en essayant

de s'enfuir. Un homme de 35 ans est également gardé à l'hôpital. Il souffre d'une fracture au niveau de la rotule. Lors que les bombes lacrymogènes ont été lancées, deux manifestants ont été atteints par des débris. Un d'entre eux a blessé un homme de 32 ans en plein front. Un bantouaire a été blessé par une goupille. Vers 17 h 30, les forces de l'ordre se sont

repliées dans la caserne du PRM1. Des manifestants se sont alors approchés pour leur lancer des pierres. Elles sont revenues à la charge et ont ouvert le feu à balles réelles. Des manifestants ont été repoussés du côté d'Andranomera, d'autres les ont chargés vers Ambohidia faisant 13 autres blessés. Seth Andriamarchasine

17 FEVRIER 2009

Communauté internationale

« Faire preuve de modération, de retenue, de Sagesse »

« Nous, membres de la Communauté internationale résidant à Madagascar, appellions à nouveau solennellement les parties en présence à s'abstenir de toute action violente ou provocatrice. (...) Aussi, nous demandons à tous les responsables de faire preuve de modération, de retenue et de sagesse ». C'est un extrait du message de la Communauté internationale lors de sa rencontre avec la presse qui a eu lieu hier à la Résidence de l'ambassade de France à Ivandry (Antananarivo).

Actuellement, les délégations des deux camps, ceux d'Andry Rajoelina et de Marc Ravalomanana, poursuivent leur dialogue pour dénouer la crise. Ainsi, la CI, selon le communiqué lu par le nonce apostolique Mgr Augustine Kasujja, exhorte chaque camp à s'y impliquer de bonne foi, de manière à donner à ce dialogue une vraie chance d'aboutir à une solution pacifique de *sortie* de crise qui tienne compte des aspirations de tous dans le respect de la légalité constitutionnelle.

La CI, depuis le début de la crise politique qui prévaut actuellement à Madagascar n'a cessé de lancer des appels au calme, à la non violence. « *Trop de morts et de destruction ont déjà endeuillé Madagascar* » a rapporté le nonce apostolique. Reste à savoir maintenant, jusqu'où les deux camps prennent en considération ce message de la Communauté internationale. Hier, Andry Rajoelina et ses partisans sur la Place du 13 mai ont prévu d'organiser des marches vers les bâtiments ministériels en vue d'y installer leurs « *ministres* ». En vain.

Déclaration de la Communauté internationale

« Nous, membres de la Communauté internationale résidant à Madagascar, appelons à nouveau solennellement les parties) en présence à s'abstenir toute action violente ou provocatrice. Trop de morts et de destruction ont déjà enduré Madagascar, aussi demandons nous à tous les responsables de faire preuve' de modération, de retenue et de sagesse. Au moment où se poursuit un dialogue entre les parties destinées résoudre par la négociation et le compromis les problèmes qui sont à l'origine des troubles que connaît actuellement Madagascar, nous exhortons chaque camp à s'y impliquer de bonne foi de manière à donner à ce dialogue une vraie chance d'aboutir à une solution pacifique de sortie de crise qui tienne compte des aspirations de tous dans le respect de la légalité constitutionnelle»

Recueillis par H.R

17 FEVRIER 2009

PAGE 3 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU MARDI 17 FÉVRIER 2009

PLACE DU 13-MAI

La prise des ministères tourne court

L'initiative de Andry Rajoelina de prendre des ministères s'est soldée par des échauffourées entre les forces de l'ordre et des casseurs.

L'initiative de Andry Rajoelina, le « président de la Haute autorité de la transition », de prendre des ministères n'a pu être menée à son terme. La manifestation a tourné court. « Nous ne pouvons pas prendre les ministères parce que les bureaux sont fermés. Il vaut mieux revenir avec un fusil », a déclaré Mami-Manantsoa, « ministre de l'intérieur et de la réforme administrative », hier vers 15 heures à Ambohilalovo. Il fut porté des cinq membres du « gouvernement Maja Rindofa », mandatée pour prendre les ministères, en compagnie de Rakinariaso-mampianina, Jean Claude Rakotonirina, Hajo Andrianarivelo et Organiso Rakotomiantzaka.

Les membres du « gouvernement de transition », se sont retrouvés en face de portes fermées des bâtiments vides. Ils se sont rendus au ministère de la Jeunesse, des sports et de la culture, puis à l'Assemblée, rattaché au ministère de la Santé, avec le même résultat. Un défilé en fait pour calmer l'esprit des manifestants lors d'une manifestation par Andry Rajoelina, de l'envoi d'une délégation restreinte pour prendre les



Le général Rakinariaso-mampianina (à dr.) serment le main d'un officier de l'Envo-nat, Maja, à Antsiraha.

Enième appel de la communauté internationale

Les ambassadeurs en poste à Antananarivo ont de nouveau fait appel au président Ravalomanana et à Andry Rajoelina, le « président de la Haute autorité de la transition », pour le dialogue.

« Nous souhaitons les parties à s'y (négociations) employer de bonne foi... J'ai donné une seule chance à la solution pacifique », a déclaré Mgr Augustin Karera, évêque du corps diplomatique, à la Résidence de France, à Antsiraha, il a également réitéré son appel à la retraite.

Mr Omer Ravaosoa, président du Conseil suprême des Égyptes (FFKM), médiateur des négociations, a déclaré dans le sens des chancelleries, dans un communiqué.

Les ambassadeurs des deux camps se sont retrouvés dans leur lieu. Mais apparemment, les discussions n'avaient pas.

ministères. « Tous ensemble », ont-ils scandé en chœur en réponse à l'argument de l'ancien maire lauréat de la présence massive des forces de l'ordre dans les ministères. Le départ de la « Haute autorité de la transition », a dû être trouver une parade.

Après les rapports de ses « équipes » faisant état

des portes closes, le « Premier ministre » Maja Rindofa a invité les manifestants qui ont attendu près de l'espionnage d'Antsiraha, à regagner la Place du 13-Mai. Ils ont pu de revenir à la charge ce jour.

Tirs de sommation

Mais la décision de Maja Rindofa n'a pas plu aux manifestants, déçus d'avoir attendu des heures sur la Place du 13-Mai, puis près de l'espionnage. Les manifestants ont ensuite commencé à manifester leur colère. Ils ont accueilli la camionnette blindée, transportant le « Premier ministre de la transition », avec des coups de feu.

Si une parade d'entre eux ont regagné la Place du 13-Mai, un autre bloc a jeté des bouteilles vides et des pierres en direction des éléments des forces de l'ordre postés au niveau de la

1^{re} Région militaire (RMT), à Antsiraha. Ces derniers ont pour mission de former la première barrière devant vers les « zones sensibles », à saisir les ministères.

C'est à ce moment que des groupes de jeunes gens ont été stupéfiés un peu partout à Antsiraha. Ils ont commencé à jeter des pierres particulièrement dans les passants, notamment devant des magasins fermés. Les éléments des forces de l'ordre ont répliqué par des tirs de sommation. Ils ont effectué des tirs en fait et ont tiré des grenades lacrymogènes pour faire disperser la foule avant de se rendre à la RMT pour revenir à la charge contre

les casseurs. Andry Rajoelina est revenu sur la Place du 13-Mai pour calmer ses partisans vers 18 heures. « Nous n'allons pas accéder à vos demandes », a-t-il lancé, tout en promettant de remettre à ce jour l'initiative de prendre les ministères.

Le « président de la HAUT autorité de la transition », a ensuite tenu un « conseil des ministères ». À la sortie de la réunion, il a annoncé une « nouvelle stratégie » pour prendre les départements ministériels, sous la tutelle l'attitude du régime pour faire face à son initiative.

Houlaina Alain

17 FEVRIER 2009

Des officiers généraux chez Marc Ravalomanana

Propositions de sortie de crise

Reçus au Palais d'Iavoloha par le Président Marc Ravalomanana, six officiers généraux des forces armées ont proposé à leur hôte un schéma de sortie de crise sans effusion de sang. Des consignes ont été données en

ce sens dès hier, lors de la manifestation des paysans de Andry Rajoelina. Toutefois, l'affrontement d'hier après-midi a permis aux forces de l'ordre d'identifier les malfaiteurs et les éasseurs.

Le Président de la République, Marc Ravalomanana a rencontré, hier matin, des officiers généraux des forces armées, dont les généraux Claude Ramanarivo et Lucien Rahanjaona (gendarmérie), Ranto R-a bar i s o a, R i v o Razafindralambo (armée), le médecin général Fred Rakotivao et le Vice-amiral Hyppolite Rarison Ramaroson. Bien que la rencontre de ces généraux les plus gradés en activité avec le Chef de l'Etat se soit passée à huis clos, des informations ont filtré selon lesquelles les discussions se sont déroulées dans une atmosphère cordiale et fraternelle, mais avec fermeté et de façon directe. Un schéma de sortie de crise a été également proposé au locataire d'Iavoloha tout en insistant que les deux parties devraient signer un accord dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, ces généraux ont exigé « de ne pas tirer sur la foule ». Du coup, le ministre de la Défense a envoyé un mes-

sage flash n°58 au Président de la République et au Premier ministre, pour information et au Chef d'Etat-major général de l'armée malgache et au Commandant de la gendarmerie nationale, pour exécution. Cet ordre émanant du nouveau patron de la Défense nationale a été suivi à la lettre par les hommes sur terrain. A preuve, lors de l'affrontement d'hier, les éléments de l'Etat-major ont évité, à tout prix, une nouvelle effusion de sang. Ils ont utilisé des grenades lacrymogènes et des balles à blanc pour disperser les manifestants.

D

es casseurs... l en l les l es responsa és e a

Des personnes mal-intentionnées ont profité de cette situation pour semer des fautes des troubles le trouble et piller quel- dans les jours qui viennent magasins. Mais les rent ou non. Une franche éléments des forces de collaboration entre les l'ordre les ont poursuivis, manifestants et les éléd'une manière musclée, - ments de forces de l'ordre après avoir constaté qu'ils est vivement souhaitée ne sont pas des manifes- afin de séparer le bon tants, mais des -casseurs. grain de l'ivraie.

En début de soir- e, on a

encore entendu des tirs dans quelques quartiers de la ville. En dehors d'Analakely, les forces de l'ordre ont pourchassé les pilleurs du côté d'Anpefiloha et d'Ankadifotsy. En fait, il s'agit de mercenaires qui n'ont pour seul objectif que de semer les troubles dans la Capitale.

Photos - à l'appui, les meneurs de ce groupe d'individus ont déjà été identifiés par les responsables de la sécurité et des forces de l'ordre. Certains d'entre eux ont des responsabilités dans les hautes sphères du pays, d'autres sont des personnalités très connues de la

'd t'fi' Capitale. Reste à savoir si

bl d l

Aphonse Maka

Midi 17/02/09"

Politique

• La prise des ministères a échoué

Manifestation sur la Place du 13 mai. Les ministres du Gouvernement Roindefo n'ont pu entrer dans leurs bureaux malgré les efforts entrepris par une foule survoltée

Organisations. Deux nouveaux ministres ont été nommés hier sur la Place du 13 mai. Il s'agit du Ministre de l'Education nationale, Razafimananjato Julien et du Ministre des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies, Andriamananoro Augustin. De nombreuses personnes ont répondu à l'appel de Andry Rajoelina afin d'assister à la prise des Ministères, annoncée depuis samedi dernier par ce leader de la Révolution orange. Les faits : Juste après les différents discours politiques qui se sont succédés, et à l'initiative du Premier ministre du Gouvernement de transition



Monja Roindefo, les manifestants ont décidé de procéder à la prise des Ministères. Malgré les directives des leaders du mouvement, qui ont prévu, que « seuls des représentants peuvent entrer dans les différents Ministères afin d'éviter les affrontements », la foule survoltée a tenu à accompagner les dirigeants pour constater de visu le déroulement des événements. Affrontements. A cause de la présence massive des éléments

des forces de l'ordre qui ont barré la route d'Aridohanalakely, les manifestants ne sont pas parvenus à investir le Ministère de la Population et celui de la Jeunesse et Sports. Ce qui a entraîné la colère de certains d'entre eux, qui ont essayé de forcer les barrages érigés par des éléments de l'Emmonat, installés devant le Régiment militaire W1 à Analakely. Les affrontements entre ces éléments des forces de l'ordre

et une partie de la foule ont duré plus de deux heures. Après ces heurts, Andry Rajoelina est revenu sur la Place du 13 mai afin de demander à la foule de quitter les lieux et de rentrer chez elle. « Une stratégie bien élaborée sera présentée demain (voir ce jour) afin de continuer le mouvement pacifiquement », a-t-il soutenu. Et de continuer qu'« il ne faut plus sacrifier la vie des manifestants ».

Davis R

17 février 2009

La Vérité

Actu

Mardi 17 février 2009

Transition

Prise de ministères impossible hier

Le meeting d'hier sur la place du 13 mai a commencé par la nomination de deux nouveaux ministres qui portent à douze actuellement le nombre des membres du gouvernement de transition de Monja Roindefo. Pour ce

qui est de la prise de ministères, notamment celui de la Jeunesse, des Sports à Andohan Analakely et celui de la Population à Ambohijato, elle n'a pas eu lieu faute de clés et d'...huissier !

Le nouveau ministre des Postes et Télécommunications, et de Développement des nouvelles technologies et celui qui est à la tête de l'Éducation nationale sont connus : respectivement Augustin Andriamanoro et Julien Razafimanazato, un natif de la Sofia. Pour l'heure, quelques ministères clés restent encore sans titulaires, notamment celui de l'Économie, de l'Industrie, du Maop (Agriculture, Élevage et Pêche), de la Santé, ou encore celui de l'Énergie et des Mines. La série de nomination va donc continuer ce jour, selon le Premier ministre Monja Roindefo. Pour ce qui est de la prise des ministères, la foule sur la place du 13 mai s'est dirigée vers Andohan Analakely vers 14h15. Après deux négociations dirigées par le Général Rakanenantoampianina, ministre de la Défense nationale et du Général Organès Rakotomihantzaka, ministre de la Sécurité intérieure, la délégation a pu se frayer un chemin pour voir les alerteurs des ministères qui se trouvent dans la zone Analakely et Ambohijato.

En général, les ministères étaient vides de leurs agents dès la matinée car les fonctionnaires n'y font maintenant qu'un petit tour et s'en vont. La menace pèse, il y a quelques années, concernant la présence effective des employés de l'État, n'est plus appliquée d'autant qu'ils ont trop peur d'être pris dans l'engrenage de

violence entre les protagonistes, d'une part, et les casseurs de l'autre.

Selon la confiance de ces agents, les forces de l'ordre ne feront pas grand cas de leur présence au cas de la prise de ministères et n'essayeront que défendre les biens et matériels. Mais vers le milieu de la matinée hier, ces ministères commencent à se remplir d'autres agents, inconnus du corps des fonctionnaires, précisément de quelques dizaines de gros bras qui venaient d'être payés grassement dans des voitures basées du côté du Palais des sports de Mahamasina, d'Ankasina ou d'Andavamamba selon nos sources et dirigés par le député élu dans le 48 arrondissement de la Capitale.

Nouvelle stratégie

Chaque ministère a fait la réquisition d'une cinquantaine de ces gros bras dont une partie est reconnaissable avec leur gilet vert fluorescent, pour garder des lieux vidés de leurs matériels informatiques et mobiliers, notamment dans la partie des bâtiments réservés au cabinet ministériel. Même pour les ministères du gouvernement de Charles Rabemananjara. Si depuis quelques semaines, ils ont décrit leurs bureaux, ces derniers jours, ils sont venus juste le temps de réiter la situation tout en affrontant les regards de haine et de mépris de leurs subalternes et des employés, en général. Plus après la tuerie d'Ambohitsoc-

etra, certains ministères ont dû être fortement protégés. Par ricochet, les voitures officielles et officieuses portant la terminaison 77 ont disparu de la circulation et les ministères du gouvernement Rabemananjara se déplaçaient souvent dans des voitures sans cocarde et banalisées.

Et malgré le fait que les ministères soient pratiquement vides, l'accès a été impossible pour les Tgv et les membres du gouvernement de Monja Roindefo cet après-midi, tout simplement faute de clés et d'huissier. Le retour de la délégation vers la foule a été, ensuite, tumultueux puisque les casseurs qui ont infesté le mouvement, ont absolument voulu piller la ville. Quand les partisans ont repris le chemin de la Place du 13 mai, ces casseurs ont commencé à bombarder les forces de l'ordre de jets de pierre qui ont fini par battre en retraite et rejoindre la caserne du Régiment Militaire n°1. Et ce n'est qu'après le retour du Président de la Haute Autorité pour la Transition Andry Rajoelina que le calme est revenu dans le centre d'Analakely. La journée d'aujourd'hui apparaît comme décisive pour la lutte pour la démocratie et le mouvement Tgv avec une nouvelle stratégie à appliquer selon Andry Rajoelina. En tout cas, selon ce dernier, il ne reste plus pour ce régime que quelques jours.

Jean Luc Rahaga

Enfin une rencontre entre Zafy et Andry" TGV

Villa « La Franchise ». Enfin, Andry Rajoelina a sollicité une rencontre avec le pr Zafy. Ladite rencontre a eu lieu ce mardi à 17h30 à la villa « La Franchise ».

Rapprochement. Une grande première depuis que Andry Rajoelina est à la tête d'un mouvement populaire dont la finalité est de chasser du pouvoir le président Marc Ravalomanana. Ce mardi, le « président de la Haute Autorité de la Transition » a rencontré le président du CRN (Comité pour la Réconciliation Nationale) Zafy Albert. Andry Rajoelina a conduit à la villa « La Franchise » à Ivandry une délégation composée de Dolin Rasolosa et de Nirhy Lanto Andriamahazo. Dolin Rasolosa, chef de l'Etat Major Général de l'Armée pendant la première partie de la Ile République, a facilité le rapprochement entre ces deux personnalités politiques qui ont chacune leur propre vision et perception de la



Le Pr Zafy a choisi Toamasina pour commencer son Mada raid.

réalité politique actuelle. C'est peut-être pour cette raison que le Pr Zafy ne

s'implique pas trop dans ce mouvement piloté par l'ancien maire de la Capitale.

Accord. Le Pr Zafy et sa délégation composée des deux dirigeants du CRN à savoir Betiana Bruno et Tabera Randriamanantsoa, ont quitté hier après-midi la Capitale pour rejoindre Toamasina. Toamasina où la plate-forme de l'opposition locale tiendra un meeting aujourd'hui sur la Place de la démocratie. Cette descente des membres de la plate-forme de l'opposition fait suite à un accord qu'ils auraient contracté avec Andry Rajoelina. Selon cette convention, l'association TGV s'occupe de la mobilisation de la population à Antananarivo tandis que la plateforme de l'opposition dirige le mouvement en province. En tout cas, la ville de Toamasina risque de s'embraser aujourd'hui. Ce meeting organisé par les hommes du CRN risque de paralyser la Capitale économique de Madagascar. A rappeler que le mouvement de l'opposition locale a été maté suite à l'arrestation de certains de ses dirigeants. Après Toamasina, le roi du Mada raid et sa suite mettront le cap sur Fénérive-Est.

RAJAOFERA Eugène

18 Février 2008

MANIFESTE

Nous, Collège des Enseignants Chercheurs de la Faculté de Droit, d'Economie de Gestion et de Sociologie, réunis le 17 Février 2009, en tant qu'intellectuels conscients et responsables, avons procédé à l'analyse objective de la situation qui prévaut actuellement dans le pays et livrons ci-après nos premières conclusions.

Depuis 50 ans, Madagascar est confronté à une instabilité chronique sur les plans politique, économique et social. Aujourd'hui, en 2009, c'est la 4^{ème} fois qu'un mouvement mené dans la rue revendique le changement, c'est-à-dire plus de justice sociale, de démocratie et au final le renversement du pouvoir en place.

Il faut noter que ces « révoltes » sont cycliques : en moyenne tous les 10 ans, mais apparemment la capacité d'endurance tend à se réduire actuellement à 7 ans. A chaque fois, ces mouvements de contestation sont réprimés par le pouvoir en place arguant de sa légalité tirée des urnes.

Vu la gravité de la situation traversée actuellement par le pays, les enseignants chercheurs, citoyens à part entière et conscients de leur rôle d'éducateur, estiment de leur devoir de sortir de leur silence pour éviter la reproduction à l'infini des mouvements de contestation en dehors des règles du jeu démocratique.

POURQUOI LE SILENCE D'HIER ?

- La politique d'exclusion pratiquée à l'endroit des intellectuels et le refus de tout dialogue caractérisent le régime actuel. Ce régime n'a fait aucun cas des intellectuels, en tant que « force vive » pouvant participer au développement du pays.

Les voix qui se sont élevées contre cette exclusion se sont heurtées à diverses formes de mépris, de menace et de pression.

- Seuls sont entendus au niveau du régime les experts étrangers et les intellectuels qui ont adhéré à la vision présidentielle prônant l'idée selon laquelle « *il faut gérer l'Etat comme une entreprise* » et qui de ce fait, ont bénéficié de formations onéreuses auprès d'institutions tant nationales qu'étrangères.

- Cette conception patrimoniale du pouvoir et sa personnalisation par le Président réduisent les citoyens au statut de sujets, de salariés de son entreprise et à ce titre n'ont aucun droit ni à s'exprimer, ni à revendiquer, mais conservent en revanche le droit d'encenser les gouvernants.

- L'interdiction des manifestations publiques et des grèves ainsi que la fermeture de stations de radio et de certaines chaînes télévisées privées excluent toute opinion dissidente pour faire place à la pensée unique.

POURQUOI PARLER AUJOURD'HUI ?

- La pratique du pouvoir actuel manifeste une volonté délibérée de bafouer les principes fondamentaux inhérents à toute démocratie. Ainsi en est-il de la notion de démocratie représentative qui sous-entend le droit des citoyens détenteurs du pouvoir de demander compte aux dirigeants délégués ;

- Les dérives du pouvoir et les promesses non tenues génèrent frustration et mécontentement au sein de l'ensemble de la population et risquent de mettre en péril la cohésion nationale ;

- Les mécanismes institutionnels étant verrouillés et manipulés par le pouvoir, la seule possibilité pour les citoyens de faire entendre leur voix demeure les manifestations de rue et les violences qu'elles peuvent engendrer.

Devant la crise institutionnelle actuelle et les conséquences inéluctables sur le plan socio-économique nous livrons ci-après nos premières conclusions.

NOS PREMIERES CONCLUSIONS.

- Pour se maintenir au pouvoir et le renforcer, les régimes successifs ont eu recours aux mêmes subterfuges :
 - Confection d'une constitution à leur mesure : 1975, 1992, 1995, 1998, 2007, 2009.
 - Monopolisation du pouvoir par la création d'un parti unique ou dominant.
 - Fraude électorale, manipulation de l'électorat
- Au plan économique, la problématique réside dans l'incapacité du pays, depuis l'indépendance à trouver sa propre voie de développement. L'appui au développement consenti par les bailleurs de fonds est soumis à des conditionnalités telles que toute maîtrise de l'économie est illusoire fragilisant ainsi la souveraineté nationale ;
- Les dispositions institutionnelles et les pratiques politiques devront assurer une alternance démocratique respectueuse du choix des citoyens. Pour être pertinent, ce choix nécessite la mise en œuvre de mécanismes permettant d'éclairer l'électorat afin de mettre un terme à son « infantilisation » ;
- Il est du devoir des dirigeants de prendre en compte la notion d'Etat et de l'intérêt commun sans asservir le pouvoir aux solidarités ethniques, aux intérêts privés et à l'ambition personnelle.

De même, que tout détenteur de pouvoir cesse de recourir aux valeurs socio-culturelles telles que « Ray aman-dreny, Fihavanana », valeurs qu'il utilise à son seul profit comme s'il incarnait la vérité et la sagesse absolues. Cette sacralisation du pouvoir tend à accentuer l'asservissement des citoyens.

Les diverses formes de revendications et expressions du mécontentement populaire doivent être considérées à leur juste valeur ;

- Il est temps d'adopter une organisation du pouvoir conforme aux valeurs républicaines et propre à générer les structures capables d'absorber les chocs politiques et socio-économiques.

L'unité et la solidarité nationales, conditions du développement doivent être privilégiées.

Ainsi est-il impératif de réconcilier avec le peuple, la classe politique, en tenant compte de toutes les sensibilités et tendances.

Désormais il nous faut préconiser un projet de société visant la justice sociale et le développement suscitant l'engagement de tous les citoyens à sa réalisation.

Affirmons notre entière disponibilité à apporter notre contribution dans le cadre de toute concertation allant dans ce sens.

Enfin, nous réitérons notre ferme condamnation des fusillades du 7 février 2009 à Ambohitsorohitra.

Antananarivo 18 février 2009.

Le Collège des Enseignants de la FAC/DEGS
Université d'Antananarivo.

18 FEVRIER 2009



18 FEVRIER 2009

La Gazette - dgi
MERCREDI 18 FEVRIER 2009

Politique

La crise piétine

Regards vers l'Armée

La situation politique et les débats autour de la démission de M. Ravalomanana ont suscité dans les milieux de la défense des réactions. Auparavant à Antsiraboka, il s'agissait de la même manière de la démission de M. Ravalomanana, lui, fait preuve d'indifférence et s'occupe d'être avec ses collègues militaires qu'on ne réprimande plus à ses ordres. Hier encore, l'Armée a organisé un conseil de sécurité, mais pour la faire fonctionner, on ne discute de rien plus qu'appeler par l'intermédiaire de M. Ravalomanana, par la voie de

ses parents, l'indifférence des autres. Hier encore, M. Ravalomanana a dit plus de choses que les autres militaires qui ont été convoqués. Mais ils doivent prendre leur mal en patience, car actuellement les choses, le dialogue politique autour d'Andriamanantsoa Andriamanantsoa. La loi dite de 1991 et 2002 ne dit rien de plus. Le texte de vote des lois d'urgence militaires, notamment de celles relatives aux services militaires et à l'entretien de l'armée.

Andriamanantsoa Andriamanantsoa a dit plus de choses que les autres militaires qui ont été convoqués. Mais ils doivent prendre leur mal en patience, car actuellement les choses, le dialogue politique autour d'Andriamanantsoa Andriamanantsoa. La loi dite de 1991 et 2002 ne dit rien de plus. Le texte de vote des lois d'urgence militaires, notamment de celles relatives aux services militaires et à l'entretien de l'armée.

Andriamanantsoa Andriamanantsoa a dit plus de choses que les autres militaires qui ont été convoqués. Mais ils doivent prendre leur mal en patience, car actuellement les choses, le dialogue politique autour d'Andriamanantsoa Andriamanantsoa. La loi dite de 1991 et 2002 ne dit rien de plus. Le texte de vote des lois d'urgence militaires, notamment de celles relatives aux services militaires et à l'entretien de l'armée.

Andriamanantsoa Andriamanantsoa a dit plus de choses que les autres militaires qui ont été convoqués. Mais ils doivent prendre leur mal en patience, car actuellement les choses, le dialogue politique autour d'Andriamanantsoa Andriamanantsoa. La loi dite de 1991 et 2002 ne dit rien de plus. Le texte de vote des lois d'urgence militaires, notamment de celles relatives aux services militaires et à l'entretien de l'armée.

M. Ravalomanana désavoué partout
L'annonce d'une démission de M. Ravalomanana a été accueillie avec enthousiasme par les militaires. Ils ont exprimé leur soutien à M. Ravalomanana et ont promis de rester fidèles à la Constitution. Ils ont également exprimé leur confiance en M. Ravalomanana et ont promis de rester fidèles à la Constitution.

Elle n'est pas la seule force qui puisse servir de médiateur
L'Armée n'est pas la seule force qui puisse servir de médiateur. Elle doit travailler avec d'autres acteurs de la société civile pour résoudre les problèmes politiques.

COUP FRANC
Johany Ralydy ne viendra pas à Tamboho. N'importe, il a écrit une chanson et s'est présenté au Madagasikara.

Eveline Rasoamanarivo, témoigne de l'évènement du 7 février
MERCREDI, 18 FEVRIER 2009 07:31 WEBMASTER



Eveline Rasoamanarivo, mère de famille habitant le quartier de Tanjombato, sur la RN7, a bien voulu témoigner à visage découvert devant les journalistes.

Cette mère de famille peut être considérée comme une miraculée, vis-à-vis de la tuerie perpétrée par le régime Ravalomanana, le samedi 7 février 2009, devant le palais d'Ambohitsorohitra. Son témoignage explique pourquoi certaines familles ne retrouveront jamais le corps de leur(s) proche(s) froidement abattus dans sommation ce jour-là.

« Ce samedi 7 février, dès les premiers coups de feu, je me suis enfuie à travers la ruelle pavée descendant vers le tunnel, devant la Haute cour de justice à Ambohidahy.

Il y avait quatre hommes et huit femmes qui avaient fait la même chose. Au beau milieu de la ruelle, des gens en uniformes sont soudain apparus, pointant leur arme sur nous et ils ont dit : ne bougez plus sinon nous allons vous abattre. On nous a fait monter dans un véhicule puis deux cadavres ont été hissés dedans, avec nous. Puis nous avons roulé jusqu'à Iavoloha et le lendemain dimanche, le voyage s'est poursuivi vers le sud, sur la Tuerie du 7 février 2009 Eveline Rasoamanarivo témoigne RN7. En cours de route, chaque fois que nous demandions où on nous emmené, la réponse a été des coups de crosse sur le corps. C'est peu après Ambatolampy qu'on nous a fait descendre et le véhicule a poursuivi son chemin avec les deux cadavres. Nous avons pu rejoindre Antananarivo grâce à des gens qui ont bien voulu nous faire monter à bord de leur automobile ».

Eveline et ses compagnons d'infortune se retournés dans leur famille respective, le mardi 10 février. Entre-temps, l'oncle d'Eveline, présent lors de ce témoignage, nous avait présenté la déclaration de disparition qu'il avait faite auprès de la police dès qu'Eveline n'était pas rentrée samedi soir.

Ce premier témoignage est une preuve irréfutable qu'effectivement, le nombre officiel de morts, ce 7 février, peut être revue à la hausse. Car, actuellement, encore nombreuses sont les familles qui ne savent pas où sont leurs proches et s'ils sont encore vivant ou bien si leur corps est perdu à jamais, sans pouvoir être enterré ? L'injure suprême pour un Malgache étant de ne pas être enterré dans le tombeau familial (« very faty »). Cela, le pouvoir Ravalomanana ne l'emportera jamais au paradis. Ce témoignage aidera-t-il l'Onu dans son enquête pour connaître la vérité vraie sur cette tuerie ? ET sera-t-il pris en considération ? Nous verrons.

Jeannot Ramambazafy - Journaliste

Source : <http://www.madagate.com/monde-malgache/interview/900-eveline-rasoamanarivo-temoigne-delevenement-du-7-fevrier.html>

MERCREDI 18 FEVRIER 2009

PAGE 3 - L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU MERCREDI 18 FÉVRIER 2009

CRISE

Sommations des généraux aux protagonistes

Par la voix des plus hauts gradés, la «Grande muette» est sortie de son silence. Elle lance un sérieux avertissement aux deux protagonistes de l'actuelle crise politique.

ACCUSÉES de passivité et d'indifférence face à la crise actuelle, les forces armées se sont enfin manifestées. Au cours d'une conférence de presse donnée hier à Ampahibe, cinq officiers généraux les plus anciens et les plus hauts gradés ont annoncé leur position face au contexte de crise.

«Si la recherche de solution entre les deux protagonistes échoue, nous prenons nos responsabilités en tant que dernier rempart de la République et de l'unité nationale», a déclaré le vice-amiral Hyppolite Ramarison Ramarison, porte-parole des cinq généraux qui comprenaient Ranto Rabarison, Fred Rakotovo, Rivo Hanitra Razafindralambo et Claude Ramanarivo.

Le ministre de la Défense, le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo assistait à la conférence. Une illustration du respect de la légalité par ces «trois étoiles» qui ont rencontré le président de la République mardi. Une



De g. à dr., Ranto Rabarison, Rivo Hanitra Razafindralambo, Claude Ramanarivo, Fred Rakotovo et Hyppolite Ramarison.

occasion pour eux de dire les quatre vérités au chef suprême des armées.

«Les discussions ont été fermes et honnêtes», confie

le vice-amiral Hyppolite Ramarison pour souligner qu'ils n'étaient pas venus pour faire allégeance au Président. Outre les indécisions et les limogeages fréquents et en série au sein des forces armées dont des généraux de la délégation sont victimes, la tuerie du 7 février à Ambohitsorohitra aurait été dénoncée.

Un nouveau carnage scellerait la rupture. L'heure était donc en quelque sorte au rétablissement du vrai rôle de l'armée. «Les forces armées sont parmi celles qui exigent une solution rapide à la situation actuelle. Elles ne sont pas faites pour prendre le pouvoir mais elles sont toujours prêtes à prendre

leur responsabilité», indique un communiqué lu par le général Fred Rakotovo, hier.

Les cinq généraux n'ont pas donné de précision sur la forme de prise de responsabilité, ni donné une date butoir aux deux protagonistes. Ce qui est certain, c'est que les deux camps sont avertis d'une éventuelle intervention de l'armée si la crise perdure.

Laver l'affront

Ce qui ne s'apparenterait pas à un coup d'Etat militaire si le pays se trouve dans un état de nécessité. D'ailleurs, le schéma s'était déjà produit en 1972 et en 1975 où la communauté n'avait rien à

redire. Les contextes ont certes changé avec l'avènement de la démocratie mais si c'est la seule façon de sauver la situation, les bailleurs de fonds seraient-ils contre ?

L'opinion lassée par les désagréments créés par cette crise et les conséquences désastreuses qu'elle cause à l'économie salue déjà cette position de l'armée. «Vivement un pouvoir qui puisse remettre de l'ordre. Peu importe qu'il soit civil ou militaire, l'essentiel c'est que les gens puissent travailler dans la sérénité. Avec cette crise le pays descendra encore plus bas», commente un opérateur.

Cette action permettrait à l'armée de faire d'une pierre deux coups. Elle efface l'attentisme coupable lors de la journée du 26 janvier tout en clouant le bec aux généraux à la retraite qui ont perdu leur devoir de réserve.

Une situation héritée de la crise de 2002 où beaucoup d'officiers avaient rallié le camp «légitime» de Marc Ravalomanana. Ceux qui étaient restés dans la légalité avaient été dégradés. Ces généraux veulent laver l'affront et préviennent toute prise de position en faveur de l'un des deux camps. «Nous, les aînés en activité, prenons la responsabilité de faire une déclaration pour effacer le doute qui plane chez vous, les cadets», soutient le général Fred Rakotovo rapportant le communiqué. Une mise en garde à peine voilée.

Ilonaïna Alain Sylvain Ranjaiahy

Les six « aînés »

Le médecin-général Fred Rakotovo, le plus ancien des plus hauts gradés, a lu le communiqué, dans les locaux du ministère de la Défense nationale, hier. Il était entouré du vice-amiral Hyppolite Ramarison Ramarison, du général Claude Ramanarivo, du général Rivo Hanitra Razafindralambo et du général Ranto Rabarison.

Le général Lucien Raharjaona, ancien commandant de la Gendarmerie, a été absent du rendez-vous. «Il a été malade», ont indiqué les autres officiers généraux présents.

Le vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo, ministre de la Défense nationale, s'est également aligné aux côtés des quatre officiers généraux. Il a été l'hôte de la conférence.

19 FEVRIER 2009

Raharinaivo Andrianantoandro

« L'avion « Force One II » peut être vendu »

« Si c'est pour calmer la tension politique à Madagascar, pourquoi pas ne pas vendre Air Force One. Je pense que le président Marc Ravalomanana ne serait pas exigeant ». Ra h a r i n a i v o Andrianantoandro fa ditl sur les ondes de la RFI (Radio France Internationale).

En fait, l'origine de la crise politique qui prévaut actuellement dans notre pays n'est pas seulement l'acquisition de cet avion présidentiel. Ce millant

du Tim « Inon malns porle- mais des personnes à qui il a parole de ce par l politique en confiance. Ainsi, il pourra s'occuper consalncu. » Ce qui manque per davantage les affaires natioal Madagascar, c'est surtout nales ».

l'insistance de débats d'idées, le débat de projets de sociétés.

In lerogé par le Journaliste lions. Selon les observateurs, français sur le fait l'acte du chef* toutes ces propositions ne sont de l'Etat malagasy de gérer à la plus d'actualité. Que les protagonistes le pays et les entreprises, gont les s'engagent pour poursuivre à dialoguer pour dénouer R a h a r i n a i v o Andrianantoandro n'a pas caché son opinion. pratiquement celle crise politique.

« Que Marc Ravalomanana l'ique. Mais Raharinaivo a été un laissez désormais ses sociétés aux peu permissifs à ce sujet.

« Comment dialoguer avec un homme qui pose déjà une condition inadmissible qui est le départ du président Marc Rava lomanana ?

Malgré tout cela, le fait qu'il y ait des rencontres des délégués des deux camps est déjà un bon signe.

Réueilli par H. R

La Gazette dgi- 19/02/09

Couvre-feu .. ça sert à quoi ?

Le chef de la regl. On Analamanga, Ridy Ratsimbazafy, vient de sortir, hier, une note selon laquelle le couvre jeu à Antananarivo est prolongé jusqu'au 24 février 2009 (de 22 heures à 4 heures du matin). M Ratsimbazafy ne sait-il pas qu'un tel couvre jeu porte gravement atteinte, non seulement à la liberté individuelle, mais surtout à des dizaines d'opérateurs économiques de la capitale (entreprises franches, restaurants, gargotes, taxis, cabarets, casinos, etc.) qui

voient en ce moment leurs chiffres d'affaires réduits à près de 40% pour la plupart. Sans parler des salariés qui sont au chômage technique. Jusqu'à preuve du contraire, Antananarivo n'est pas le théâtre d'une guerre civile. Le jour, les Tananariviens subissent les affres des manif, et la nuit celles du couvre jeu : *tmp c'est tmp!*

En tout cas, quand les mes sont vides la nuit, ce sont les bandits qui en profitent, d'autant plus que les jârces de sécurité sont très mrement visibles à Tana pendant

le couvre jeu. Pourquoi dès lors pas supprimer une telle mesure anti-démocratique et anti-économique, qui finalement ne sert à rien, et r eff On: er davant age la sence policière ?



19 FEVRIER 2009

• **Guy Rivo Randrianarisoa : approuvé quand même**

La Gazette dgi-19/02/09

Des dizaines de gens dans le fossé-ruisseau qui borde la route d'Androntra, celle qui va du rond-point d'Ankadimbahoaka au passage à niveau d'Androntra. Il s'agit d'un de ces travaux HIMO (Haute Intensité de Main d'œuvre) mis en place par le nouveau POS de Tana-Ville, Guy Rivo Randrianarisoa. Au moment de notre passage, l'« inspecteur » (en fait un émissaire du nouveau POS) est descendu sur les lieux et a été accueilli chaleureusement par les travailleills et les travailleuses dont

la tâche est de nettoyer puis d'élargir le fond du ruisseau. Ces derniers saluent l'initiative qui leur permet d'améliorer l'ordinaire chez eux. En travaillant ainsi pendant cinq heures par jour, ils gagnent 10 000 francs (2000 ariary) au bout de la journée. Personne ne s'en plaint et tout le monde s'en félicite car les temps sont durs. Interrogés, beaucoup de ces travailleurs ignorent le nom du nouveau POS, mais ils approuvent l'initiative HIMO qui leur assure un certain revenu tout en assainissant le quartier.

19 FEVRIER 2009

PRISE DE MINISTÈRES

Accord avec les forces de l'ordre

La prise de ministères par les sympathisants de Rajoelina n'a pas pu se faire hier. Les dirigeants du mouvement ont priorisé la négociation.

LES manifestants de la Place du 13 mai se donnent encore un jour de

plus pour la prise de ministères. Leurs dirigeants ont décidé, hier, après les négociations avec les forces de l'ordre, de mettre fin au sit-in au niveau du rond point entre Ampeloh et Anosy. Ils ont donné rendez-vous à la foule pour ce matin à 9 heures au même endroit.

Le vice-amiral Mamy Solofoniaina Ranaivoniarivo, ministre de la Défense nationale il :

du gouvernement Charles Rabemananjara, s'est rendu en personne sur place, hier, après la troisième reprise de négociation. Accompagné par quelques responsables des forces de l'ordre présents sur les lieux, il a fait son apparition du côté du bâtiment de la Radio nationale, incendié le 26 janvier.

Devant une délégation conduite par Monja Roindefo, "Premier ministre de la transition", ce successeur de Cécile Manoro hanta s'est montré ferme sur sa position. "La prise de ministères n'est pas une bonne chose



Le Vice-amiral Mamy Ranaivoniarivo ministre de la défense se rend la main de Monja Roindefo à Anosy.

pour vous. Mais au-delà de ce sujet, la négociation est toujours possible", a-t-il répondu, entre autres, à Monja Roindefo ainsi qu'à ses ministres Organès Rakotomihantarizaka, Manantsoa Masimana et Jean Claude Rakotonirina.

Le vice-amiral n'a pas changé d'avis, même si l'autre camp a essayé de le convaincre. "Vous êtes responsables. Ne vous contentez pas d'une question de principe nous interdisant

de franchir ce barrage. Il s'agit d'une aspiration du peuple", a averti Monja Roindefo, attirant l'attention du ministre de la Défense nationale.

Mamy Solofoniaina Ranaivoniarivo a révélé par la suite qu'une négociation avec le général Raonentsoa mampianina, ministre de la Défense nationale d'Andry Rajoelina, est en cours. Une affirmation qui a semblé influencer sur le contrôleur général de la police nationale Organès Rakotomihantarizaka. Ce

dernier a demandé, à partir de ce moment, l'extension de la négociation aux autres responsables concernés, tant dans le camp des manifestants que de l'autre.

Vigiles en gilet vert

Contrairement à ce qui s'est passé lundi à Analakely, les partisans du mouvement de contestation ont facilement obéi aux instructions de leurs dirigeants, hier. Un quart d'heure après l'annonce par Organès

Rakotomihantarizaka d'un rendez-vous avec les manifestants au même endroit ce jour, le lieu a été presque déserté par la foule. Mais par précaution, les éléments des forces de l'ordre ont maintenu leurs dispositifs sur place.

Autour des bâtiments des ministères à Anosy, des groupes des personnes portant des gilets verts fluorescents ont encore été aperçus en fin d'après-midi. Selon leurs dires, ils ont été chargés de défendre les ministères contre ceux qui voudraient entrer.

**Fano
Rakotondrazaka**

19 FEVRIER 2009

Midi Madagasikara n

19 FEVRIER 2009

Economie

Toujours rien pour les opérateurs victimes de pillages

Aide à la reconstruction :
Un arrêté portant liste
des opérateurs
économiques victimes
des pillages du lundi 26
janvier est déjà prêt,
mais pas encore
d'actions concrètes
jusqu'à présent.

« Pour le moment, je
suis un chômeur ». Cette
réaction d'un jeune
opérateur dont le
magasin avait été
totalement pillé et détruit
lors de cette triste
journée du lundi 26
janvier résume le
désarroi dans lequel ces
victimes se trouvent
actuellement.

Incapacité. Et le plus
grave, c'est que même
s'ils veulent commencer
la réhabilitation de leur
entreprise, ces opérateurs
se trouvent, pour le
moment dans l'incapacité
de le faire ... « Dans
mon magasin qui est déjà
détruit, les

*pillards continuent leur
basse besogne en
enlevant les fers, tôles et
tout ce qui est
récupérable »* ajoute-t-il,
en se plaignant du fait
que la sécurité de ce qui
reste encore n'est pas du
tout assurée. Pire, les
aides promises par le
gouvernement tardent
pour le moment à venir.
« On a fait deux ou trois
réunions, notamment
avec les responsables du
ministère de l'Economie,
du Commerce e.t. de
l'Industrie, mais jusqu'à
maintenant, il n'y a
toujours rien de concret,
du moins en ce qui me
concerne » ajoute notre
interlocuteur.

Premier geste. Et
pourtant l'un et l'autre
camp en litige ont tous
promis d'aider ces
opérateurs victimes des
pillages. Andry Rajoelina
avait annoncé au
Suprême Cènter, au
lendemain des pillages
que des mesures,
notamment fiscales et
douanières seraient prises
pour leur permettre de
relancer rapide-



Pour certains opérateurs, les dégâts sont extrêmement difficiles à réparer.

ment leurs activités.
Comme ce dernier n'a
pas encore le pouvoir
effectif, on ne peut, pour
le moment, rien attendre
de lui. Quant au
gouvernement, son
premier geste était de
prendre en charge un
mois de salaire des
employés des entreprises
victimes. Mais après,
cette opération, la
situation semble évoluer
d'une manière plutôt
lente. ((Des actions sont
en cours, mais la
situation actuelle ne
permet pas d'avancer
rapidement » nous a
déclaré un haut
responsable du ministère
de l'Economie,

du Commerce et de
l'Industrie.

Programme de relance.
En effet, ce département
qui est la tête de file des
actions d'appui aux
entreprises victimes a
déjà publié un arrêté qui
comporte la liste des
entreprises concernées.
C'est sur la base de cette
liste que les mesures de
facilitations fiscales et
douanières seront prises,
de concert avec les autres
départements
ministériels, notamment,
le ministère des Finances
et du Budget. Par
ailleurs, un véritable pro-
gramme de relance sera

monté. Et comme le
gouvernement ne peut
évidemment pas financer
en totalité ce
programme, les bailleurs
de fonds seront sollicités.
Mais là, un autre
problème surgit car, avec
la crise politique, qui
n'est pas encore résolue,
les robinets des bailleurs
de fonds sont
pratiquement fermés.
Décidément, cette crise
ne cesse de faire du mal
à

tout le monde et le
peuple ne souhaite que
des solutions rapides
pour y mettre un terme.

R. Edmo.